

L'Iran tient bien sa place de premier producteur de pistaches



PRESQUE DIX ans après l'imposition de restrictions de l'Union européenne à l'importation de pistaches iraniennes, l'Iran attend une récolte record pour conforter son statut de premier exportateur mondial de ce fruit sec.

Avec les tapis et le safran, c'est un des produits emblématiques du pays, auquel le climat torride en été et très froid en hiver convient parfaitement.

Il a aussi un poids économique significatif, avec la troisième place pour les produits rapportant des devises à l'exportation, soit plus de 450 MUSD, derrière le pétrole et les métaux.

La pistache représente également environ 50% des exportations de produits agricoles.

Mais en 1997, l'UE a suspendu les importations du fruit vert pâle à cause de la présence de taux excessifs d'une toxine qui pourrait être cancérigène, l'aflatoxine. Cette dernière apparaît dans la moisissure se développant quand la pistache est conservée dans un endroit chaud et humide.

L'embarco avait été suspendu fin 1997 mais des contrôles sévères ont été instaurés depuis, avec un renvoi au pays d'origine des cargaisons dont le taux d'aflatoxine dépasse les critères de l'UE.

Le responsable de la pistache au ministère de l'Agriculture, Behrouz Qaiby, a expliqué à l'AFP que les producteurs avaient fait de gros efforts pour améliorer la qualité, et que la récolte dépasserait le record de l'an dernier (230.000 tonnes).

"Nous attendons une augmentation à 250.000 t pour l'année iranienne (qui s'achève en mars), et sommes déterminés à fournir des fruits correspondant aux critères", a-t-il dit à l'AFP.

En 1997, le taux d'aflatoxine des pistaches iraniennes atteignait 100 parties par milliard (ppb), alors que l'UE applique un maximum acceptable de 2 ppb, bien en dessous des taux de 10 à 15 ppb acceptés par d'autres importateurs.

Les pistaches iraniennes destinées à l'exportation passent par un "corridor vert" consistant en une série de contrôles de qualité. "Nous avons aussi institué une autre procédure pour repérer les points critiques depuis les fermes et le transport jusqu'au stockage", a ajouté M. Qaiby.

Le gouvernement sanctionne les exportateurs enregistrant un retour de plus de 10% de leurs envois sur trois mois, a-t-il ajouté.

"Environ 16% des envois vers l'UE ont été retournés en 2005 alors que seulement 3% l'ont été par les autres importateurs", explique un consultant de la Chambre de commerce iranienne, Assadolah Asgaroladi.

Les spécialistes iraniens y voient là une forme de discrimination, sans s'expliquer pour autant sa motivation.

"Les Etats-Unis, qui devaient tout le monde en matière de santé, renvoient les pistaches contaminées à plus de 20 ppb. Nous considérons les critères de l'UE comme inamicaux et politiques", dit M. Asgaroladi, propriétaire d'une grosse société d'exportation de fruits secs.

"Le renvoi d'une cargaison de 25 tonnes coûte 10.000 euros à l'exportateur", remarque-t-il.

Résultat, le premier importateur de pistaches iraniennes est d'abord la Chine, avec 40.000 tonnes annuelles, contre 30.000 tonnes pour l'UE, et autant pour les Etats-Unis, eux-mêmes producteurs.

La République islamique reste le premier exportateur de pistaches dans le monde, avec le tiers de la production, devant les Etats-Unis, la Turquie et la Syrie.

Même les pressions américaines pour empêcher les transactions libellées en dollars avec l'Iran n'ont pas entamé cette position.

"Ca a gêné nos transactions, car la plupart des affaires sont réglées en dollars. Mais nous utilisons l'euro ou d'autres systèmes bancaires, particulièrement en Extrême-Orient, pour franchir l'obstacle", explique M. Asgaroladi. - AFP

Le monétarisme et la politique monétaire

TKR
Port-Louis

LE MONÉTARISME est un terme apparu à la fin des années 1960 pour qualifier un courant de pensée économique pour lequel l'action de l'État en matière monétaire est inutile, voire nuisible. Le chef de file de ce courant, Milton Friedman, a cherché à réhabiliter la théorie quantitative de la monnaie contre le paradigme dominant de l'époque, le keynesianisme. Le monétarisme a été à son tour contesté par d'autres libéraux. Les nouveaux classiques se sont opposés à Friedman en défendant des hypothèses comportementales sensiblement différentes. Les monétaristes supposent des anticipations adaptatives, les agents s'adaptent en fonction de la situation présente. Ils peuvent être trompés par une politique économique qui sera alors efficace à court terme mais néfaste à long terme quand les agents se rendront compte de leurs erreurs. Pour les nouveaux classiques, les anticipations sont rationnelles. Les agents raisonnent en termes réels et ne peuvent être leurs par une politique monétaire, qui sera donc inefficace à court terme comme à long terme.

La politique monétaire est l'action par laquelle l'autorité monétaire, en général la Banque centrale, agit sur l'offre de monnaie dans le but de remplir les objectifs de la politique économique : la croissance, le plein

emploi, la stabilité des prix, et l'équilibre extérieur. La politique monétaire se distingue de la politique budgétaire.

Les conséquences de la politique monétaire sont très larges : elles portent sur le niveau des prix ainsi que sur le niveau d'activité. L'objectif de la politique monétaire est de contribuer à la sauvegarde de la valeur interne et externe de la monnaie nationale, condition nécessaire pour une stabilité des prix. Le contrôle de la société sur l'autorité monétaire s'exprime au travers des objectifs qui sont assignés à sa politique, ainsi que sur le contrôle a posteriori dont elle est l'objet.

Les différents types de politique monétaire :

■ **Fixité des taux de change**
La politique monétaire peut avoir pour objectif de maintenir le taux de change de la monnaie nationale avec une monnaie ou un panier de monnaies. La fixité des taux de change peut être obtenue par la Banque centrale en vendant ou en achetant des devises au jour le jour pour atteindre le taux objectif. D'une certaine manière, la Banque centrale renonce à l'indépendance de sa politique monétaire : elle est soumise au triangle des incompatibilités. La Chine, par exemple, a adopté une politique de maintien de la fixité des changes avec un panier de mon-

naies.

Le «gold standard», qui consiste à maintenir la parité de la monnaie avec l'or constante, peut être considéré comme un cas particulier de fixité des taux de change. Il n'est plus utilisé par aucun pays depuis 1971.

Le «currency board» est un autre cas particulier de la fixité des taux de change.

Dans ce cas extrême, la Banque centrale adosse totalement sa monnaie sur une autre monnaie, généralement le dollar ou une autre monnaie considérée comme stable. La Banque centrale conserve une unité de la monnaie d'ancrage pour chaque unité de monnaie nationale en circulation : elle ne dispose plus d'aucune latitude pour mener une politique adaptée aux besoins de l'économie nationale. Cette solution permet d'«importer» la crédibilité de la monnaie étrangère : les «currency boards» sont souvent mis en place à la suite d'épisodes d'hyperinflation. Actuellement, Hong-Kong et la Bulgarie fonctionnent sous ce régime. L'Argentine a abandonné cette politique à la suite d'une crise monétaire en 2002.

■ **Ciblage de la croissance des agrégats monétaires**
A la suite du développement du monétarisme dans les années 1970, certains pays ont adopté une politique monétaire basée sur un ciblage de la croissance des agrégats monétaires. La masse monétaire, dans une optique monétariste, doit croître

au même rythme que le produit national. Si la masse monétaire est sous contrôle, alors l'inflation est stable. Cette politique a été adoptée par Volker aux États-Unis au début de son mandat, puis a été rapidement abandonnée. Elle est aujourd'hui rarement mise en œuvre : en effet, elle implique mécaniquement une très grande volatilité des taux d'intérêts.

■ **Ciblage de l'inflation**
Le ciblage de l'inflation est une politique visant à maintenir l'inflation proche d'un objectif. Des bandes explicites de fluctuation de l'inflation peuvent être mises en place par la Banque centrale. Depuis la fin des années 1980, un consensus s'est progressivement mis en place en faveur du ciblage de l'inflation, afin de limiter la croissance alors excessive des prix. Cette politique a été couronnée de succès. A l'heure actuelle, le ciblage de l'inflation est pratiqué plus ou moins explicitement dans la zone Euro, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Suède, en Afrique du Sud et en Grande-Bretagne.

Les outils de la politique monétaire

Les instruments, parfois appelés «objectifs opérationnels», sont des variables qui sont directement sous le contrôle de la Banque centrale. Le choix des instruments et les règles

définies pour les manipuler déterminent la politique monétaire au jour le jour.

Il existe deux principaux moyens d'action pour la Banque centrale :
■ L'action par la liquidité bancaire, par laquelle la Banque centrale agit sur les banques de second rang en les rendant plus ou moins liquides. La Banque centrale joue sur la liquidité en alimentant plus ou moins les banques de second rang en monnaie, et en modifiant le taux des réserves obligatoires.

■ L'action par les taux, où la Banque centrale joue sur les trois taux directeurs qu'elle contrôle (taux de facilité de prêt marginal, taux de facilité de dépôt, taux des opérations d'open market). Les variations de ces taux modifient le comportement des banques de second rang.

La plupart des banques centrales choisissent le taux d'intérêt à court terme comme instrument. C'est le seul taux qu'une Banque centrale peut effectivement contrôler de manière précise.

En effet, les actifs de très court terme sont très proches de la monnaie (liquidité), et la Banque centrale à un monopole pour l'émission de monnaie. En contrôlant l'offre de liquidité, la Banque centrale a une forte influence sur les taux d'intérêt à court terme. En revanche, au fur et à mesure que la maturité augmente, les taux incorporent les anticipations du marché et échappent ainsi au contrôle de la Banque centrale.

Relativiser...



Pierre Dinan
(économiste)

"MILTON FRIEDMAN fait partie de cette lignée d'économistes dont les théories ont été adoptées et mises en pratique par des gouvernements. Mais revenons d'abord à Keynes, mort en 1946 alors que Friedman débutait tout juste sa carrière économique.

On peut dire que la pensée de Keynes a largement influencé la politique macro-économique des Etats occidentaux depuis la crise de 1929 jusqu'aux années 80. Keynes, c'est l'apôtre de la relance par la demande. C'est le recours aux dépenses de l'Etat pour faire tourner la machine économique et créer des emplois. L'application de telles théories a été fort utile pour relancer l'économie occidentale après la crise de 1929.

Malheureusement, ces théories contiennent des ingrédients qui font le bonheur d'hommes politiques prêts à en faire un usage déraisonnable. Accroître les dépenses de l'Etat devient un objectif primordial en soi, qu'importe l'ampleur du déficit budgétaire, pourvu que la distribution des «cadeaux» assure la pérennité du soutien électoral !

C'est ici que Milton Friedman vient proposer une nouvelle approche. Selon lui, c'est sur la demande et l'offre de la monnaie qu'il faut agir, et non sur le budget. D'où la théorie à laquelle son nom est associé : le monétarisme. Le rôle de l'Etat doit être de maintenir une quantité de monnaie proportion-

nelle au volume de la production. Quant à la politique keynésienne de relance, elle n'a que des effets à court terme, qui peuvent d'ailleurs être défavorables à long terme. En effet, les exemples ne manquent pas, surtout après les abus perpétrés par des gouvernements en mal de popularité à tout prix.

Puisque ce qui importe, c'est d'agir sur la monnaie, Milton Friedman plaide pour que l'Etat minimise le recours à la politique budgétaire. En clair, cela signifie la diminution des dépenses sociales, la privatisation des entreprises publiques, la déréglementation et ainsi de suite. Si Friedman a pu écrire : "En un sens, nous sommes tous keynésiens aujourd'hui, en un autre sens, plus personne n'est keynésien", nous pourrions maintenant observer que bien des gouvernements font du "friedmanisme" sans vouloir l'avouer, sinon sans le savoir.

En économie, il n'y a de la place ni pour l'idéologie ni pour l'absolutisme. Au fur et à mesure que la société évolue, et que des recherches aboutissent, les théories d'hier peuvent être relativisées, sinon remplacées. Keynes a été relativisé par d'autres théoriciens, dont Hayek, son contemporain, et Friedman.

Qui relativisera Friedman ? Quelles sont ces conditions qui pourraient, un jour, rendre à la politique budgétaire ses lettres de noblesse, à l'abri des abus et des incohérences ?"

Pertinence

"C'EST SUR un vol Séoul-Singapour que j'ai appris la mort de Milton Friedman en regardant la première page du International Herald Tribune, en date du 17 novembre 2006. Ma première réflexion était que ce prix Nobel 1976 d'économie fut le conseiller des dirigeants de Corée du Sud, de Singapour, de Taïwan et de Hong Kong. Il les a persuadés des bienfaits de la liberté économique, avec pour résultat que ces pays ont émergé de la misère en une décennie. Pendant qu'eux travaillent et jouent au jeu du marché, l'île Maurice continue à se gargariser de palabres politiques et à débattre du contrôle des prix !

On se souviendra de Milton Friedman pour son axiome : "L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire". Depuis dix ans que j'écris des articles de presse, je me fais violence en défendant l'idée que l'inflation est le résultat d'un excès de moyens de paiement (la masse monétaire) par rapport à la valeur de la production. Je conçois que c'est une opinion minoritaire chez nos économistes comme parmi nos journalistes, tant il est vrai qu'il est plus aisé pour eux d'expliquer l'inflation par les coûts, notamment par la dépréciation de la roupie.

L'actualité mauricienne témoigne de la pertinence des idées friedmaniennes. La première est que seule la vérité des prix garantit le bon fonctionnement de l'activité économique. L'épisode Desbro prouve bien que le contrôle des prix amène pénurie de produits et perte d'emplois.

La deuxième est que la volatilité du taux d'inflation est une menace pour l'emploi. Une inflation qui passera, en rythme annuel, de 5 % à 9 % en six mois ne rassure ni les investisseurs potentiels capables de créer des emplois, ni les entrepreneurs existants susceptibles de détruire des emplois.

La troisième est la place éminente que doit occuper la monnaie dans une politique anti-inflationniste. La Banque de Maurice reconnaît, enfin, l'importance de l'analyse monétaire, puisque son nouveau cadre de politique monétaire va lier l'évolution du taux d'intérêt à la croissance de la masse monétaire et du crédit.

La quatrième est que plus l'imposition est faible, plus l'économie prospère. Au premier dirigeant taïwanais, Tchang Kai-chek, lui demandant la recette du succès, Milton Friedman donna un seul conseil : diminuer le plus possible les impôts. Dans le même esprit chez nous, le cheminement vers un impôt plat de 15 % ouvre de nombreuses opportunités d'entreprendre.

La cinquième idée de Friedman, c'est d'avoir devisé un impôt à la source pour le gouvernement américain au début de la Seconde Guerre mondiale. Pour gagner la guerre contre la dette publique au coût de Rs 120 milliards, peut-on reprocher au gouvernement mauricien de taxer les intérêts à la source ?"



Eric Ng Ping Chuen
(PluriConseil)